



Assemblée générale

Distr. générale
22 mai 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 130 de l'ordre du jour

**Financement des activités découlant
de la résolution 687 (1991) du Conseil
de sécurité : Mission d'observation
des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït**

Financement des activités découlant de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité : Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport fait suite à la résolution 54/18 de l'Assemblée générale en date du 29 octobre 1999, dans laquelle le Secrétaire général était prié de présenter un rapport complet sur la question du paiement de l'indemnité de subsistance (missions) dans le cadre de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK).

2. On se souviendra que le Secrétaire général a présenté un rapport approfondi sur la question lors de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale (A/53/1023). Ce rapport aboutissait à la conclusion que l'on avait considérablement surestimé les montants indûment versés aux observateurs militaires. Le rapport du Comité des commissaires aux comptes, que l'Assemblée générale avait également demandé dans sa résolution 54/18, confirme pour l'essentiel les conclusions figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/54/869).

3. Le présent rapport se borne donc à faire le point des informations actuellement disponibles sur le mon-

tant total des sommes indûment versées et sur le montant recouvré au 31 mars 2000. Il actualise également les informations concernant le processus judiciaire concernant les membres du personnel civil et recommande des mesures à prendre en ce qui concerne les observateurs militaires.

II. Membres du personnel civil : le processus judiciaire

4. En ce qui concerne les membres du personnel civil, le rapport précédent du Secrétaire général a mis en lumière certaines des particularités des règles régissant alors l'indemnité de subsistance (missions) et avait signalé l'existence d'un risque considérable de divergences au niveau de l'interprétation et de l'application des politiques et procédures en la matière, qui avait posé des problèmes dans le passé dans le cadre non seulement de la MONUIK mais aussi d'autres missions.

5. Comme signalé auparavant, les fonctionnaires se sont prévalus du mécanisme de recours pour remettre

en question les principes sur lesquels était fondée la conclusion selon laquelle les politiques concernant le versement de l'indemnité de subsistance (missions) n'avaient pas été appliquées comme il le fallait. Le 11 mars 1999, le Tribunal administratif des Nations Unies a renvoyé l'affaire à la Commission paritaire de recours, pour examen.

6. Dans son rapport No 1374 daté du 2 novembre 1999, la Commission paritaire de recours a estimé à l'unanimité que l'Administration de la MONUIK avait outrepassé ses pouvoirs en autorisant le versement d'une indemnité de subsistance (missions) au personnel de la MONUIK pour des jours de congé pris par anticipation, pour des jours fériés et des jours non ouvrables qui tombaient dans des périodes de congé alors que les intéressés n'avaient pas accumulé un nombre suffisant de jours de congé ouvrant droit à l'indemnité de subsistance (missions), et pour des jours de congé de compensation pris en dehors de la zone de la mission à l'occasion d'un congé annuel ou d'un congé dans les foyers sans que les intéressés aient accumulé le nombre de jours de congé ouvrant droit au versement de ladite indemnité.

7. La Commission paritaire de recours a également estimé à l'unanimité que l'Organisation demeurerait le légitime propriétaire des trop-versés au titre de l'indemnité de subsistance (missions) et qu'elle avait le droit de réclamer aux membres du personnel intéressés le remboursement de ce trop-perçu. Le Secrétaire général a approuvé les conclusions de la Commission. Toutefois, il n'a pas accepté deux recommandations supplémentaires de la Commission, qui auraient réduit le montant total des versements excédentaires à recouvrer auprès des fonctionnaires.

8. Au moment où le présent rapport était rédigé, les requérants avaient demandé un report de la date limite de la saisine du Tribunal administratif des Nations Unies. Le processus judiciaire concernant le personnel civil est donc toujours en cours.

III. Observateurs militaires

9. Dans sa résolution 54/18, l'Assemblée générale a également demandé au Comité des commissaires aux comptes d'entreprendre une vérification complète des comptes de la MONUIK, en examinant en particulier la question du paiement de l'indemnité de subsistance (missions). Le Secrétaire général a pris note du rapport

du Comité des commissaires aux comptes et en approuve les recommandations (A/54/869).

10. Les résultats et conclusions du Comité des commissaires aux comptes concernant le versement de l'indemnité de subsistance (missions) aux observateurs militaires concordent dans l'ensemble avec les conclusions de l'examen auquel a procédé le Secrétariat, à savoir que le versement par la MONUIK d'une indemnité de subsistance (missions) aux observateurs militaires au titre de jours de congé annuel et de jours de compensation était incompatible avec les procédures établies ou a été effectué sur la base d'une formule différente de la formule en vigueur, mais que ces irrégularités n'avaient pas débouché sur un trop-versé car le nombre de jours de congé ouvrant droit au versement de ces montants avait fini par être accumulé. Le versement de l'indemnité au titre des jours de congé de compensation dans le pays d'origine avait été effectué conformément aux dispositions pertinentes de la notice à l'usage des observateurs militaires affectés à la MONUIK.

IV. Conclusion

11. Le nouvel examen des circonstances dans lesquelles certains montants auraient été versés indûment, en violation des politiques établies a fait ressortir non seulement l'extrême complexité des anciennes politiques concernant le paiement d'une indemnité de subsistance (missions), mais aussi que l'application de politiques et pratiques convenant mieux au personnel civil avait été étendue aux observateurs militaires, dont l'affectation auprès de la MONUIK était régie par d'autres directives, à savoir la notice publiée spécialement pour la MONUIK susvisée.

12. Au vu de ce qui précède, le Secrétaire général a l'intention, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, de continuer à recouvrer les montants versés indûment au personnel civil. Il convient de noter que le processus judiciaire est en cours et que la décision finale concernant les montants versés indûment ou le recouvrement des fonds correspondants auprès des fonctionnaires est donc subordonnée au jugement du Tribunal administratif des Nations Unies. En ce qui concerne les observateurs militaires, le Secrétaire général a l'intention, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, de mettre fin au recouvrement les concernant et de restituer aux intéressés les montants déjà recouverts.

Annexe

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït

État récapitulatif des versements excédentaires effectués au titre de l'indemnité de subsistance (missions) (au 31 mars 2000)

<i>Catégorie</i>	<i>Nombre de personnes en cause</i>	<i>Montant dû</i>	<i>Montant recouvré</i>	<i>Solde à recouvrer</i>
Personnel civil				
Fonctionnaires du Siège	137	624 191,50	619 738,71	4 452,79
Fonctionnaires en poste hors Siège	34	148 154,50	137 291,26	10 863,24
Anciens fonctionnaires de l'Organisation	21	78 747,50	17 462,50	61 285,00
Total		851 093,50	774 492,47	76 601,03
Observateurs militaires	1 425	5 460 188,03	191 910,22	5 268 277,81
Total général		6 311 281,53	966 402,69	5 344 878,84